

Delors, président de la Commission. — Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil, Mesdames, Messieurs les députés, je voudrais faire quelques remarques rapides avant que le président du Conseil n'intervienne de nouveau et vous confirme le programme de travail ainsi que la volonté politique de la Présidence.

La construction européenne a subi une série de revers. Celui concernant la monnaie n'est pas le moindre puisque l'on peut parler bien franchement d'un éclatement du mécanisme de changes qui était au cœur du Système monétaire européen. Je dirai tout de suite à ce propos que je partage le sentiment politique dominant de cette Assemblée, mais je ne voudrais pas revenir sur les

explications économiques car elles vous ont été données avec beaucoup de pertinence par MM. Maystadt et Christophersen.

Je voudrais simplement insister sur deux points: le mouvement des idées d'abord, parce que cela compte, et le fonctionnement des marchés internationaux, d'autre part.

En ce qui concerne le premier aspect, il ne faut pas sous-estimer le fait que depuis deux ou trois ans, la crise économique aidant, un mouvement d'idées, à dominante anglo-saxonne mais qui se répand, tend à condamner comme irréaliste, voire dangereux, l'objectif d'une monnaie unique et même sa phase transitionnelle qui est un système de changes relativement fixes. Les adversaires des changes relativement fixes ont des arguments et même font rêver les citoyens en leur disant que, moyennant une baisse plus rapide des taux d'intérêt, la croissance et l'emploi reviendront comme par enchantement, en oubliant toutes les mesures que prennent les gouvernements pour essayer de stimuler la croissance. Nous ne devons pas oublier non plus la faiblesse relative de l'économie européenne sur le plan structurel, ~~le Livre blanc destiné à amortir la crise internationale.~~ D'ailleurs une banque centrale a intitulé, dans un de ses rapports mensuels, un de ces chapitres, «La fin de l'illusion des taux fixes».

J'espère que ce n'est qu'une phase provisoire, sinon il y aurait lieu de s'inquiéter sur la volonté politique de construire l'Europe. Mais ceux qui disent cela ont la mémoire vraiment courte, car je vous pose la question: dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, avec l'interdépendance croissante des économies, avec la puissance en augmentation de nombreux pays, et pas seulement des tigres du Sud-Est — regardez à ce propos la structure du commerce international, les taux de croissance en Chine, dans l'Asie et du Pacifique, le réveil de l'Amérique latine — dans ce monde tel qu'il est, quelle serait la marge de manœuvre supplémentaire accordée durablement à un pays qui considérerait qu'il peut ajuster son économie par les taux de change, que les taux de change sont pour chaque pays européen un moyen de s'en sortir? Certes, il peut y avoir quelques vapeurs d'optimisme dans le court terme, mais chacun sait que nos marges de manœuvre sont très réduites et que, dans ces conditions, non seulement on ne fera pas l'Europe — laissons même de côté la construction européenne — mais il est à craindre que l'on revienne dans des situations où chaque pays ait à payer cruellement cette illusoire indépendance et cette illusoire utilisation des taux de change comme instruments monétaires. Je ne dis pas par là qu'il ne faut pas tenir compte de la réalité des économies et qu'un trop grand écart, comme cela s'est produit l'année dernière, entre les réalités économiques et les taux de change ne doit pas se concrétiser. On aurait pu le faire, remarquez-le, par une décision commune à l'intérieur du Système monétaire européen. Et d'ailleurs cela a été proposé et a été refusé.

Sim. W

MIS/A/1

8/6/1994 SESS. EST., 1^o APP.

INT. SIM. FRA. → ITA. ANNO 4^o

TO① LEÇGE: LEBIHAR POLITI

TL = 5'30"

02_1118_A-SIM_2